

[Texte]

Mr. MacLaren: If I might just interject, this subcommittee proposed the negotiation of new institutional arrangements with the European Community. That was the view of this committee not a month or two ago. We could return to that subject.

Mr. d'Aquino: If invited to do so, we'd love to come back and chat with you about that subject again, because it's of great interest to us.

Mr. MacLaren has raised two points. Let me begin with the issue of subsidies.

We've tried to make it very clear in our brief, which perhaps runs contrary to some of the perceptions of what the business community wants in this NAFTA, that we are very open to the idea of very significantly enhanced procedures and institutions to deal with trade law remedy. Mr. MacLaren will remember that at the time when the FDA was being negotiated and indeed concluded, one of the disappointments we expressed was that we did not achieve a single system of trade law that would apply to Canada and the United States, which for us would have been the ideal. As it turned out, that seemed to have been beyond the capabilities of the negotiators at the time, and I suggest to you it was probably beyond the ability of the Americans, who of course are enormously protective of everything they have, to reach out conceptually to that degree.

Therefore we have consistently argued, Mr. MacLaren, that trade agreements are not static things, written in stone, but dynamic things. As one sees with the European Community, the Treaty of Rome, EFTA, and many other agreements, they are constantly evolving. So we should have—certainly we do, in the Business Council—as a central goal, the gradual development of improved laws dealing with subsidies.

When you say to me, well, would you be happy with what Mr. Dunkel has proposed? Yes, we would be happy with what Mr. Dunkel has proposed, as an improvement over what exists at present. If you ask me, but what do you have in mind that might go beyond what Mr. Dunkel has in mind, it is the ability to do something bilaterally or trilaterally that could never be contemplated within the context of a GATT, and that is a single set of dispute-settlement rules that would be adhered to by Canada and the United States, and in this case by Mexico. Our argument is that could be done more easily within the context of a two-or three-nation agreement than you could ever do it within the context of a GATT. So that continues to be our goal.

The thing I'm delighted about, which I think separates you from another party represented at this table, is that your party, I think very wisely, has indicated this should be an area of...you use the words "renegotiation" or "continued negotiation". We are very supportive of that idea. I can assure you the Business Council will continue to press, through the window that has been left open in the NAFTA through the so-called "consultations", and through the

[Traduction]

M. MacLaren: Je vous interromps pour signaler que notre sous-comité a déjà proposé de négocier de nouveaux arrangements institutionnels avec la Communauté européenne. Ce point de vue a été exprimé au comité il y a à peine un mois ou deux. Nous pourrions y revenir.

M. d'Aquino: Si nous sommes invités à le faire, nous nous ferons un plaisir de revenir discuter avec vous de cette question qui nous intéresse énormément.

M. MacLaren a abordé deux points. Je vais commencer par les subventions.

Nous avons tenté de dire clairement dans notre mémoire que nous sommes tout à fait favorables à l'établissement de procédures et d'institutions beaucoup plus étoffées régissant la mise en oeuvre de mesures commerciales correctives, ce qui va peut-être à l'encontre de la perception courante quant à ce que les gens d'affaires voudraient obtenir dans le cadre de l'ALÉNA. M. MacLaren se rappellera qu'à l'issue des négociations de l'ALÉ, nous nous étions dits déçus que l'on n'ait pas réussi à s'entendre sur une législation commerciale unique qui s'appliquerait autant au Canada qu'aux États-Unis, ce qui, pour nous, aurait été l'idéal. En fin de compte, il semble que c'était trop demander des négociateurs qui s'occupaient de ce dossier à l'époque. On sait que les Américains ont tendance à protéger féroce­ment leurs acquis, et ils étaient probablement incapables de concevoir une chose pareille.

C'est pourquoi, monsieur MacLaren, nous n'avons jamais cessé de soutenir que les accords commerciaux ne sont pas gravés dans le marbre. Ce ne sont pas des instruments statiques, mais bien dynamiques. Comme on peut le voir dans le cas de la Communauté européenne, le traité de Rome, le traité de libre-échange européen et bien d'autres accords sont en constante évolution. Nous devrions donc avoir comme objectif fondamental—et c'est assurément notre objectif au Conseil des chefs d'entreprises—de favoriser l'assouplissement graduel de la législation sur les subventions.

Maintenant, vous me demandez si nous accepterions volontiers ce que M. Dunkel a proposé. Oui, nous accepterions volontiers la proposition de M. Dunkel, dans la mesure où elle représente une amélioration par rapport à la situation actuelle. Si vous me demandez ce que nous souhaiterions qui irait plus loin que ce que M. Dunkel propose, c'est un arrangement bilatéral ou trilatéral qui ne peut même pas être envisagé dans le cadre du GATT et qui permettrait de mettre en place un ensemble unique de règles sur le règlement des différends, règles qui seraient respectées par le Canada, par les États-Unis et par le Mexique. Nous soutenons que cela pourrait se faire plus facilement dans le cadre d'un accord entre deux ou trois pays que dans le contexte du GATT. C'est toujours notre objectif.

À ce propos, il y a une chose qui me ravit et qui vous distingue d'un autre parti représenté à cette table, c'est que votre parti a parlé, très judicieusement, je crois, de «renégociations», ou encore de «négociations permanentes». Nous sommes tout à fait d'accord avec cette idée. Je peux vous assurer que le Conseil des chefs d'entreprises continuera d'exercer des pressions, profitant de la brèche laissée entrouverte dans l'ALÉNA par les soi-disant «consultations»,